

PAIX EN INDOCHINE? Mensonge!

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 24 JUIN 1954

Cinquante-sixième année. — N° 392

Le numéro : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION :
145, quai de Valmy, Paris (10^e)

C.G.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 n°s : 1.000 fr.
26 n°s : 500 fr. ; 13 n°s : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 n°s : 1.250 fr.
26 n°s : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

MENDÈS-FRANCE sauveur du COLONIALISME

Le seul mot d'ordre révolutionnaire reste : BETRAIT DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE

MENDES-FRANCE = LANIEL

LE LIBERTAIRE avait signalé il y a un mois, lorsque Laniel s'était péniblement accroché au pouvoir par 3 voix de majorité, que le grand secret des votes de l'Assemblée était tout simplement la peur de la dissolution. Cette fois, ouvertement, Laniel menaça les députés et ses amis du M.R.P. l'appuyèrent, réclamant même cette dissolution. Mais un calcul plus exact permit de s'apercevoir que l'on pouvait renverser le gouvernement sans obtenir, à quelques voix près, le nombre de voix hostiles qui déclenche automatiquement la dissolution. Tout fut donc minutieusement réglé pour la chute, à point, de Laniel.

Tout fut aussi minutieusement réglé par les radicaux pour la montée au pouvoir de Mendès-France, présenté habilement comme l'homme providentiel. La bourgeoisie apeurée, inquiète devant le développement de la situation internationale et particulièrement aux colonies, se rallia dans sa majorité à Mendès-France qui réussit ce tour de force d'apparaître à la fois comme l'homme audacieux et énergique que le « progressisme » attendait et également comme le meilleur moyen de barrer la route au P.C.F. en lui ôtant ses arguments.

Mendès-France n'en est pas moins le réactionnaire caractérisé qui dans le gouvernement de Gaulle, après la Libération, était l'ennemi le plus acharné, le plus dur, des revendications ouvrières, et aussi le partisan fidèle de l'économie orthodoxe. Et en août 1953, il se dressa contre les grèves.

Nous ne nous laisserons pas prendre. Nous dirons à tous les travailleurs qui nous entourent : « Mendès-France est l'agent le plus habile, le plus adroit, de la bourgeoisie. Se faisant passer pour un homme de gauche, il va tenter de désarmer les travailleurs, de les faire patienter avec quelques « mesures sociales » sans lendemain, et en s'efforçant de bâtir en Indochine une fausse paix de compromis qui sauve le corps expéditionnaire et garde les deltas à la bourgeoisie française. Si le P.C.F. s'est jeté dans la politique de soutien

à Mendès-France, c'est parce qu'il espère une politique plus neutraliste vis-à-vis des U.S.A., mais ce n'est qu'un leurre : Mendès-France est l'homme des Etats-Unis, autant que Laniel. Il ne s'en est pas caché. Il est l'homme de la continuation de la guerre en Indochine avec l'envoi du contingent si la négociation ne réussit pas à sauver les intérêts de la bourgeoisie française. »

Nous avons connu des gouvernements plus « à gauche » que celui de Mendès-France et nous avons fait l'expérience de leur impuissance, que ce soient les gouvernements du Front Populaire en 1936-1937 ou les gou-

(Suite page 2, col. 1.)

DANS sa déclaration d'investiture, Mendès-France déclara qu'il s'engageait à obtenir un « Cessez-le-feu » en Indochine avant le 20 juillet. S'il ne l'a pas obtenu à cette date, il s'est engagé à démissionner.

La situation semble bien complexe et nombre de gens doivent s'interroger. Voyons ! Il y a environ deux ans aucune paix n'était possible. Le parti communiste demandait le retrait du corps expéditionnaire d'Indochine, et la bourgeoisie était partisane de la guerre « sainte » à outrance.

Or, aujourd'hui, tout ce monde réclame la paix à qui mieux mieux et va peut-être même finir par s'entendre...

La politique de la bourgeoisie française

Deux courants se sont toujours manifestés dans la politique bourgeoise. Le courant représenté par

les ministres M.R.P., d'une part, et celui représenté aujourd'hui par Mendès-France, d'autre part.

Les ministres M.R.P. représentent, si l'on peut dire, le courant pro-américain de la bourgeoisie. Pour eux, il faut faire la croisée contre le communisme en Indochine et, par conséquent, il faut rechercher l'intervention américaine. Bien sûr, les capitaux américains prendront l'avantage en Indochine, mais cette tendance de la bourgeoisie accepte et même recherche l'intégration des capitaux américains dans l'économie française.

Mendès-France représente l'autre partie de la bourgeoisie qui tint à conserver l'indépendance de l'économie française vis-à-vis des capitaux U.S.

Et comme elle sait que la France ne peut pas gagner à elle seule la guerre d'Indochine, elle va essayer de tracter pour sauver ce qui reste à sauver.

Et déjà, dès la prise du pouvoir par Mendès-France, le cours des

valeurs indochinoises a fait un bond en avant :

« Le fait marquant est la hausse des caoutchoutières indochinoises qui, au marché officiel comme à celui des courtiers, revêt un volume important. Terres Rouges, au parquet, passait à 3.350 contre 2.850.

Dans le groupe des grandes banques d'affaires, l'attention porte plus particulièrement sur la Banque d'Indochine en forte reprise à 9.100 contre 8.650.

La Financière des Caoutchoucs, qui détient d'importantes participations dans les plantations d'Indochine, est bien tenue à 3.470 contre 3.440. »

(L'Information, 19-6-54.)

Ce fait démontre que Mendès-France apparaît comme un sauveur pour les capitalistes qui détiennent les capitaux d'Indochine.

Cela lui est d'autant plus facile qu'elle trouve en face de lui des gens tout disposés à lui faire plaisir.

La politique du Kremlin et les dirigeants du P. C. F.

Le but visé par le Kremlin est de séparer la France des U.S.A., car toute la politique étrangère de Moscou consiste en ceci : briser l'alliance atlantique et se rapprocher de certains des pays qui constituent actuellement cette alliance. La France, pour tout un tas de raisons, est le pays le plus favorable à cette influence.

Il s'agit donc d'être particulièrement gentil avec la partie de la bourgeoisie française qui peut se laisser prendre à cet appât. Cette partie de la bourgeoisie est, bien entendu, celle que représente Mendès-France.

Pour la ménager à l'aise, il faut d'abord frapper un grand coup pour « la base du parti ». C'est simple : on va prendre le C.E.D. comme cheval de bataille et préconiser « une alliance avec tous les bons Français » du bonnerie. Ensuite, ça y est : la nouvelle trahison est justifiée. On pourra se livrer sans danger à tous les compromis.

Ensuite on limite de plus en plus l'action revendicative des travailleurs. Les grèves d'août, on les sabote aristocratiquement. La grève des bureaux-gares, on l'enterre. Et comme arrive de partout la ruine de la grève générale limitée, on en prépare une de 24 heures bien loupée, bien décourageante, et le tour est joué. Tout de même, ça ne va pas sans heurt. Parce que le hitcock, ils y tiennent ces « emplois » de prolétaires. Et Frachon tempête contre la tendance à l'anarcho-syndicalisme » et la « spontanéité des masses » (cette spontanéité qui nous a foutu les grèves d'août sur le dos, et sans qu'on s'y attende !).

Puis on commence à parler de l'intérêt national en Indochine.

« Nous considérons que la fin des hostilités en Indochine est conforme à l'intérêt national », déclarait François Billoux dans son intervention du débat d'investiture (Huma, 18 juin 1954).

Et comme chez Renault les ouvriers n'étaient pas contents de voir crever en Indochine les sbires de l'armée de métier, on leur rappelle dans un tract spécial que « la France perd en Indochine ses meilleures promotions d'officiers ».

On en arrive finalement au vote d'investiture à Mendès-France, qui consacre définitivement la politique d'abandon et la collaboration de classe la plus odieuse.

P. PHILIPPE.
(Suite page 2, col. 5.)

POUR MAINTENIR LEURS PRIVILÈGES les affameurs baissent leurs rideaux

DEBUTONS cet article par un prologue cueilli dans le Courrier du Commerce du 1^{er} juin 1954, n° 7458 sous la signature de M. X. Marchetti dont voici quelques passages très significatifs :

LA RÉVOLTE GRANDIT...

La révolte grandit contre les flibustiers du fisc. Déjà à l'appel du tocsin signalant leur présence, les boutiques se ferment et les gens se rassemblent. Si l'on n'y prend garde, les temps vont revenir des contrôleurs promènes tout nus (et ils n'étaient pas beaux !) dans une cage, sous les huées de la foule. Et peut-être aussi ceux des agents mis à rotir dans un hangar et dégoûtés à temps par la maréchaussée...

Un grand vent de colère souffle au sein des petites et moyennes entreprises sous la tutelle de M. Louis Ginchère. Meetings, manifestations, grèves se développent. Commerçants et P.M.E. se déchainent contre l'Etat, contre leur Etat, en l'accusant d'une curiosité malsaine. L'Etat n'étant considéré par les classes possédantes que pour agir contre les travailleurs. Que les ouvriers réclament leur droit à la vie, donc attaquant le « droit » de propriété, ces personnages peu communs feront appel à leur Etat et à sa police.

M. Marchetti ne s'embarrasse pas, il va directement au but, même jusqu'à la provocation au meurtre. Qu'un responsable d'une organisation ouvrière se permette une pareille liberté vis-à-vis d'un fonctionnaire bien placé et nul doute que les murs sal-
Robert JOULIN.

(Suite page 4, col. 1.)

Une journée chez les Nord-Africains

LA GRANDE MISÈRE DES ALGÉRIENS DE MACON

Un de nos camarades est allé rendre visite aux Nord-Africains de Maçon. Il était invité par le groupe communiste libertaire de cette ville. Il raconte ici, ce qu'il a vu au cours d'une journée passée avec les Algériens.

Maçon, 6 heures du matin : La ville s'éveille péniblement, les volets sont presque tous fermés. Le curé sort du presbytère en coup de vent et, rajustant sa ceinture, il va rejoindre ses premières ouailles. De vieilles ouailles qui se pressent sur le parvis de l'église.

L'église est cosquée, les rues commerçantes sont cosquées.

Nous sommes venus ici pour rencontrer des responsables du M.T.L. D., car le groupe communiste li-

bertaire de cette ville a décidé de faire l'unité d'action avec les Algériens qui travaillent sur les routes et les voies ferrées environnantes.

Maçon, 10 heures du matin : C'est la première communion. Les parents en uniforme du dimanche conduisent leurs rejetons à l'église. Il y a beaucoup de monde sur le parvis. On ne voit pas de Nord-Africains ? Ou sont-ils ? N'oseraient-ils pas sortir ? Ils sont pourtant nombreux dans la région et ils ne travaillent pas aujourd'hui :

C'est dimanche ! Et Pentecôte encore...

Maçon, 13 heures : Nous avons pu joindre les responsables M.T.L. D. Nous échangeons longuement et amicalement nos points de vue. Il y a de grands problèmes, celui de la libération des peuples coloniaux, par exemple. Il y a aussi des actions urgentes à engager pour que nos camarades puissent vivre d'une façon simplement normale. Posé-
Michel MALLA.
(Suite page 4, col. 5.)

PRESSE FASCISTE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

LES TRAGIQUES
ET LAMENTABLES
RESULTATS D'UNE
PROPAGANDE
ANTI-FRANÇAISE

Une gendarmerie est attaquée par des réfractaires au service du travail. Un gendarme tué, deux autres blessés.

Parmi les agresseurs, tous arrêtés, se trouvent des repris de justice condamnés pour cambriolage et assassinat. Les jeunes gens qui, abusés par certaine propagande malsaine, se dérobent au travail obligatoire se rendent-ils compte ou ils risquent d'être entraînés ? ... ceux qui après les avoir excités à la désobéissance s'emploient à les diriger. Ces derniers proviennent, en général, des éléments les plus douteux : terroristes, repris de justice, agents à la solde de l'étranger qui n'ont qu'un but : semer le désordre et la panique dans notre pays. Leurs méthodes, quelle que soit l'idéologie dont elles se parent, relèvent du pur banditisme.

(« Le Matin », 16 juin 1943
n° 21.512.)

LES GOMIERS
S'EMPARANT D'UN P.C.
DE FELLAGHAS

Les gomiers en campagne depuis trois jours dans l'ouest tunisien contre les fellaghas ne cessent de faire un travail salutaire. Chaque jour maintenant on peut mettre à leur actif de nouveaux succès.

Au cours d'une poursuite de plus de trente heures, ils ont infligé aux rebelles de Sassi Lassoud de cuisants revers. Le chef des insurgés, Fellag Lusan Chraïbi, a été capturé ainsi que plusieurs complices, dont neuf guidés ravivailleurs.

Sur leur P. C., les rebelles avaient placé un fanion-étendard vert à bande rouge portant des inscriptions formées d'une étoile et d'un croissant. Ils disposaient d'un poste émetteur de radio.

(« Le Parisien Libéré », 17-6-54.)

JOURNÉES SANGLANTES
EN TUNISIE
LES FELLAGHAS
ATTAQUENT UN CAMION
MILITAIRE :
2 SOLDATS TUÉS,
4 BLESSÉS

De notre correspondant particulier
CH. CARCOPINO

Tunis, 13 juin. — Dans la nuit de vendredi à samedi, une vingtaine de fellaghas ont tendu une embuscade sur la route du Fayd, près de Gafsa, à une centaine de kilomètres de Sfax. Quelques instants plus tard arrivaient sur cette route deux voitures militaires se rendant précisément au Fayd. Les fellaghas tirèrent alors sur le commandant qui se trouvait huit militaires et sur un G. M. C. qui transportait des

munitions. Une rafale mettait le feu au réservoir d'essence et le G. M. C. prenait feu, carbonisant le conducteur, Albert Fitoussi, du 62^e régiment d'artillerie de Tunisie, et un autre militaire. Les autres soldats, dont le maréchal des logis Zarvorvi, étaient blessés. La voiture de l'officier commandant le convoi réussissait à franchir le barrage pour aller chercher du secours. Ceux-ci arrivèrent bientôt et engagèrent le combat avec les fellaghas qui finalement décrochèrent pour se disperser dans la montagne. On signale, du côté français, un disparu qui a pu être enlevé par les bandits.

On notera que l'usage des balles incendiaires et explosives est une preuve de plus de l'appui que les terroristes reçoivent de l'extérieur.

(« L'Aurore », 14-6-54.)

LES FELLAGHAS
ATTAQUENT UNE FERME
A EBBA-KSOUR
ET ASSASSINENT UN
COLON AGE DE 73 ANS
LES AGRESSEURS
PRENNENT EN OUTRE
PLUSIEURS OTAGES

Tunis, 14 juin. — Dimanche, entre 14 et 15 heures, un groupe de fellaghas en uniforme, évalué à une soixantaine d'hommes, a attaqué la ferme de MM. Pecq et Lugeon, dans la région du Kef, à 11 kilomètres au nord-est d'Ebbak-sour. Elle était gardée par quelques soldats et un caporal. Depuis le début de la matinée, les Tunisiens des alentours, qui aidaient habituellement aux travaux des champs, ne s'étaient pas présentés pour prendre leur travail. Les femmes tunisiennes, qui travaillent dans la maison, n'étaient pas venues.

A coup de mitraillettes chargées de balles explosives, les fellaghas tirèrent sur les soldats et sur les fermiers.

(« Le Figaro », 15-6-54.)

LA REPRESSION
DU TERRORISME
EST DESORMAIS
RENFORCEE

Dans chaque Cour d'appel, une section spéciale jugera des crimes contre l'ordre établi.

En cas de flagrant délit, le jugement sera rendu directement, sans instruction préalable.

Plus de suris ni de circonstances atténuantes.

... les peines prononcées seront l'emprisonnement, la réclusion, les travaux forcés et la mort.

(« Le Matin » 25 juin 1943,

LES TERRORISTES
« FELLAGHAS »
ONT REÇU MISSION
DE TROUBLER L'ORDRE
EN TUNISIE

Ce sont, nous l'avons écrit, les bandits traditionnels de la Tunisie. Mais il est non moins évident qu'ils se sont mis à la disposition du Néo-Destour, trouvant ainsi le moyen de couvrir leurs assassinats et pillages du pavillon d'un parti...

(France-Soir.)

PUBLICITÉ POUR L'INDOCHINE

Ceci est extrait d'une circulaire de la « Société des Avions et Moteurs Potez », intitulée : « Au sujet du Potez 75 » :

« Ce qu'il faut ici, déclare le jeune lieutenant-colonel commandant du secteur ? Un avion lent, blindé, capable d'intervenir à la mitrailleuse ou à la fusée téléguidée. Il nous faut le « Potez 75 » ! Qu'une centaine de ces oiseaux patrouillent chaque jour sur le delta et c'est la paralysie du Viet. Le comprendra-t-on à Paris ?

« Quelques heures après, racontant cet entretien au général Cognu, celui-ci répondit : « Oui, il faudrait des « Potez 75 », c'est l'aviation type de cette guerre. »

Le Figaro, 24 mai 1954 — Pierre Voisin, envoyé spécial en Indochine.)

Voilà une des raisons pour laquelle continue le massacre d'Indochine : remplir les poches des actionnaires de Potez.

C'est-à-dire : transformer en dividendes le sang des pauvres bougres !

IL Y A UN AN, LE 17 JUIN 1953

A Berlin et dans toute l'Allemagne Orientale LES TRAVAILLEURS SE DRESSAIENT CONTRE LE FAUX SOCIALISME et la Bureaucratie Stalinienn

Il y a un an les travailleurs de Berlin-Est et de la plupart des autres villes de l'Allemagne orientale entraînent en lutte contre l'exploitation de la bureaucratie au service du Kremlin.

On connaît la thèse du P. C. selon laquelle des centaines de milliers de travailleurs allemands auraient été entraînés par quelques agents américains ayant réussi à déjouer la surveillance de la police stalinienne !

Si même la provocation avait pu jouer dans ces conditions, sur une masse aussi énorme — et jamais l'histoire n'a vu un tel exemple, surtout sous un régime policier — il resterait que la provocation n'aurait été qu'un prétexte, une étincelle, qu'elle aurait porté dans la mesure où les masses étaient soumises à une exploitation sans exemple, et cette provocation aurait été déjouée puisque dépassée, débordée : aux manifestations des premières heures, succédait un véritable mouvement insurrectionnel à caractère révolutionnaire. Le prolétariat alle-

mand retrouvait ses traditions de lutte : il ne se contentait pas de réclamer l'annulation des dernières mesures gouvernementales, il commençait sans hésiter la démolition de l'appareil d'oppression, donnant l'assaut aux prisons, libérant les prisonniers, s'emparant des sièges des bureaucrates, chassant ces bureaucrates, brûlant les archives, etc...

Notre devoir de révolutionnaires, d'internationalistes, est de faire la lumière sur ces événements et c'est notre manière à nous de manifester notre solidarité envers les combattants ouvriers de juin 1953. Nous pouvons le faire aujourd'hui, après un an, sur la base des renseignements et documents précis que nous avons pu recueillir ; nous signalons que nous avons emprunté particulièrement aux rapports fournis par nos camarades de Berlin-Est qui étaient à la pointe du combat et également à l'étude qui a paru dans la revue de langue allemande « Dinge der Zeit » dont les positions sont particulièrement voisines des nôtres.

clenchement de la guerre mais d'une extension du mouvement des travailleurs allemands de l'Est et de la contagion révolutionnaire.

Eisenhower avait, pendant sa campagne électorale, affirmé qu'il fallait promouvoir une politique de « Libération » des peuples de l'Est. Mais pour les impérialistes, une « Libération » n'est souhaitable que si la « Libération » passe de l'esclavage d'un bloc à l'esclavage de l'autre. Une auto-libération est pour eux, et ils ne se trompent pas d'ailleurs, un premier pas révolutionnaire. Quant à Adenauer, qui s'est fait le champion de la remilitarisation de l'Allemagne et de la C.E.D., il n'eut pour les ouvriers de Berlin que des bons mots. Et encore les appelait-il les « irresponsables » (Voir Die Tat, du 19-6-1953). L'insurrection ne fut pour lui que l'occasion de faire voter l'augmentation de 10.000 à 20.000 des effectifs de la police de frontière.

Le parti socialiste allemand de l'Ouest — le S.P.D. — fut peut-être le plus ignoble. Sa longue tradition de trahisons du mouvement ouvrier allemand s'illustra une fois de plus. Dans son organe en langue anglaise « News from Germany », on lit que la population de l'Allemagne de l'Est devait s'attendre à la déclaration de l'état de siège, que la lutte du 17 juin ne pouvait que causer d'innombrables victimes en face d'un occupant qui avait le droit de tirer. Le servilisme du S.P.D. est plus visible encore dans la fin de l'article : « Notre opinion est que la nouvelle situation qui s'est réalisée à Berlin et dans la zone russe demande l'intervention immédiate des trois puissances occidentales, le destin du peuple allemand ayant été déclaré placé sous la responsabilité collective des quatre puissances, il faut pour cela que les puissances occidentales, surtout à travers les hauts commissaires, entreprennent des relations avec le haut commissaire russe, afin de chercher une solution adéquate pour garantir une situation normale dans l'Allemagne orientale. »

En Occident, tout autant qu'à Bonn, la bourgeoisie se dressa contre l'insurrection. Une fraction social-démocrate, en France et en Grande-

Bretagne, célébra le soulèvement de Berlin mais uniquement sur un plan d'anticommunisme borné tout en se mettant en paix avec un restant de mauvaise conscience socialiste, il y eut aussi l'abominable propagande de « Paix et Liberté » financée par les services américains et qui en se gardant bien d'approuver l'insurrection, exploita l'attitude antiouvrière de l'armée russe présentée comme l'armée du communisme ; ainsi Paix et Liberté combattait l'U.R.S.S. mais aussi le véritable communisme en compromettant les événements de Berlin et en appuyant indirectement la propagande « soviétique » qui ne manqua pas de dire : « Voyez, ceux qui critiquent l'Armée rouge, ils sont payés par Washington. »

Mais l'ensemble de la presse bourgeoise en France, en Italie, en Angleterre, fut très nette : il avait été normal de ramener à la raison un peuple en révolte.

Le Gouvernement anglais décerna des éloges aux Russes pour leur modération, leur « retenue ». « L'Economist » du 27 juin 1953 écrivait : « ...Les événements de Berlin sont un cadeau du ciel pour les propagandistes et il faut les exploiter au maximum, mais c'est clair, on ne pouvait rien faire. »

Dans « New Statesman and Nation » du 27 juin 1953, on lit : « Sommes-nous prêts à envoyer des tanks américains et anglais en Allemagne soviétique ? Sinon, nous devons quand nous parlons aux peuples de l'Est, leur dire qu'ils usent de patience et de retenue. Le chemin unique pour se libérer, c'est l'obtention d'élections libres dans toute l'Allemagne. Mais afin qu'elles puissent se réaliser, il faut éviter toute violence contre les Russes, et chercher d'établir de nouveaux des contacts pour la reprise des conférences à Quatre. »

Enfin n'oublions pas que pour l'Amérique, l'épouvantail du danger russe est une absolue nécessité pour justifier son économie de guerre. Le recul russe, la libération de l'Allemagne de l'Est par les forces ouvrières eût été un mauvais exemple et avec l'ébranlement de l'empire stalinien jusqu'en Russie même, toute la propagande pro-guerrière tombait.

Y eut-il provocation russe ?

P ourtant, la thèse de la provocation n'est pas entièrement à repousser. Mais la provocation ne viendrait pas alors des Services américains ou de quelques nazis qui, après coup, tentèrent de se mêler à la foule. Il s'agirait, chose qui à première vue paraît fantaisiste mais qui à l'examen paraît tout à fait possible, d'une provocation de l'équipe au pouvoir dans le parti Communiste (Parti Socialiste unifié ou S.E.D.) et aux ordres des maîtres de l'heure du Kremlin, juste après la mort de Staline. La provocation fut d'ailleurs aussi bien déjouée et dépassée par l'action de masses que si elle avait été d'origine américaine. Les Russes, en juin 1953, jouèrent avec le feu, mais il s'en fallut de peu que le feu ne gagnât tout leur empire.

La résistance passive des Allemands de l'Est contre leur situation insupportable et la fuite en masse vers le secteur ouest avait atteint une extension telle que les Russes se virent contraints de modifier leur politique. Mais ce « changement » accompli à la manière stalinienne typique consista à désigner un responsable pour l'explosion, un bouc émissaire, et ce fut Ulbricht qui fut désigné. Le journal « Die Tat » du 15-6-1953, donc avant l'insurrection, citait un rapport publié dans le « Telegraph am Sonntag » de Berlin-Est, selon lequel le Politburo du S.E.D. avait voté à l'unanimité une motion de désapprobation du secrétaire général du S.E.D., Walter Ulbricht. Il avait été décidé au cours de cette séance qu'Ulbricht serait mis à la disposition de l'Exécutif du Comité Central pour répondre des mesures de « Bolchévisation » dans l'Allemagne de l'Est. Ainsi, on reprochait à Ulbricht une politique d'expropriation arbitraire, fautive ne concordant pas avec « le vrai but du parti ».

Ainsi de grandes épurations se préparaient (comme elles avaient eu lieu en d'autres pays satellites de l'U.R.S.S.) lorsque se produisit la rébellion ouverte. Le 15-6-1953, « Die Tat » précisait que 84 responsables, de « collectivités » de production agraires et 161 employés responsables de l'Administration, tous membres du S.E.D., étaient arrêtés. Le parti annonçait des enquêtes contre 74 de ses propres fonctionnaires. Les « Volkspolizei » de diverses villes avaient reçu l'ordre de licencier les commissaires qui avaient participé aux actions d'expro-

priation contre les restaurants, hôtels et petits commerçants. En même temps qu'on épurait tous les cadres qui s'étaient fait remarquer dans les actions d'expropriation, on faisait des promesses au peuple mais aucune revendication ouvrière n'était satisfaite : l'augmentation des normes de travail, décrétée par Ulbricht, mesure très impopulaire, fut maintenue.

Et c'est là que le jeu russe devient subtil et dangereux : ce maintien de l'augmentation des normes de travail était le prétexte d'une agitation des ouvriers du bâtiment employés dans la « Stalinallee » et cette agitation pouvait être un simple complément d'allure populaire pour balayer le Gouvernement Ulbricht.

Mais la démonstration devint une révolte contre le régime même et contre les Russes. Sans doute n'existe-

til pas de certitude absolue de ce jeu des Russes mais bien des éléments permettent de l'affirmer. Tout d'abord, les journalistes de l'Est présents dans les premières manifestations assuraient unanimement qu'il s'agissait d'un mouvement spontané, et ce n'est que plus tard qu'ils invoquèrent la provocation américaine. De leur côté, les journaux de Berlin-Ouest loin de soutenir les insurgés, publièrent des enquêtes tendant à prouver que les Russes étaient « dans le coup » aux premières heures (« Listener » du 25-6-1953, « Informationsbrief der Dritten Front » du 24-6-1953). D'ailleurs, la presse de l'Allemagne de l'Ouest s'intéresse peu au soulèvement, et même exprime une certaine défiance et les Américains montrent leur hostilité ainsi que nous l'avons expliqué plus haut.

Il faut signaler surtout que la Volkspolizei, les « Vopos » se comportèrent très passivement au début, se mêlant même aux manifestants.

Tout s'est donc passé comme si les Russes avaient, au début, trouvé ou cherché dans la démonstration ouvrière une façade démocratique pour leurs épurations internes. Mais s'ils firent ce

Les caractères du mouvement

Un certain nombre de constatations s'imposent :
1) Le mouvement d'Allemagne orientale, faisant suite aux grèves de Tchécoslovaquie, manifeste un état de crise du régime de l'U.R.S.S. que les travailleurs jugent comme un régime de classes antiouvrier. Le capitalisme bureaucratique ne fait qu'accroître l'exploitation. La mystification du socialisme stalinien disparaît devant une lutte des exploités contre les exploités.

La puissance de l'U.R.S.S., contrainte d'osciller entre les « concessions » et la politique « dure » est essentiellement une force contre-révolutionnaire ;

2) L'impérialisme repose sur la période actuelle sur l'existence de deux blocs antagonistes mais solidaires : non seulement ils sont pratiquement en lutte contre les actions révolutionnaires du prolétariat mais ils ont besoin chacun du danger que représente l'autre pour justifier l'économie de guerre, l'exploitation accrue. Le prolétariat de l'Allemagne orientale a appris chèrement cette leçon. Les Américains qui avaient incité à la « Libération » étaient prêts à prêter main-forte aux Russes. La position III^e Front de l'Internationale Communiste Libertaire est donc absolument juste ;

3) Le mouvement de juin 1953 fut spontané dans son départ et son développement, même si certains — les Russes eux-mêmes — ont pensé au début se servir d'une manifestation dont ils ne prévoyaient pas l'extension ;

4) Le mouvement s'est déroulé dans les villes industrielles, il y a été essentiellement mené par la classe ouvrière. Bien avant juin 1953, les ouvriers avaient manifesté leur hostilité au régime bureaucratique : confiant au début dans « la marche vers le socialisme » ils avaient compris l'unité de leur intervention dans les Comités

calcul, ils jouèrent avec le feu, répétant-le, car la manifestation des ouvriers du bâtiment permit la cristallisation de tout Berlin ouvrier, puis de la classe ouvrière de toute l'Allemagne de l'Ouest : le rappel du déroulement des événements que nous avons donné plus haut le montre clairement. Le rapport du major de l'armée russe Nikitin Rouskin, publié dans le Times du 18-8-1953 prouve que la situation devint dangereuse non seulement pour le gouvernement de l'Allemagne de l'Est et sa « Volkspolizei » mais également pour les Russes : lorsque l'ordre fut donné aux troupes de tirer sur les insurgés, les refus se multiplièrent, on dut fusiller plusieurs dizaines de soldats et le rapport du général russe donne les noms de 18 soldats fusillés.

Les Russes durent même soutenir paradoxalement — et provisoirement — le gouvernement Ulbricht contre les masses en révolte : ils ne pouvaient plus utiliser un mouvement qui se dressait contre eux et contre le gouvernement qu'ils avaient mis en place, même si ce gouvernement ne correspondait plus à leur nouvelle politique. Ils durent attendre la fin de l'émeute pour remplacer Ulbricht et Rau.

d'entreprise, la gestion leur échappant en fait. Les organismes syndicaux se font, avant juin 1953, l'écho des réclamations, du mécontentement des ouvriers. Les ouvriers s'expriment dans les Assemblées d'usine, utilisant les organes que la démagogie de l'appareil bureaucratique est tenue de leur offrir.

Juin 1953 a prouvé que le prolétariat pouvait lutter contre le capitalisme d'Etat, résister et s'organiser en variant les formes de lutte suivant les conditions, et même obtenir des concessions importantes.

Le mot d'ordre « III^e Front » applicable à la lutte des travailleurs dans les deux blocs recevait une confirmation éclatante ;

5) Le mouvement n'a pas atteint une grande lucidité politique du fait de l'intervention d'éléments petits-bourgeois apportant des revendications simplement démocratiques, voire nationalistes, et le caractère même de spontanéité du mouvement et les conditions d'impréparation dues à l'impossibilité de s'organiser, ont nui à une prise de conscience pleinement révolutionnaire. Mais, la classe ouvrière d'Allemagne Orientale a montré qu'elle avait su conserver son expérience et ses traditions révolutionnaires de 1919-1921, à travers sa résistance au nazisme puis au stalinisme : des Comités de grève se forment, et à Berlin dès le 16, lorsque le ministre Selbmann tente de calmer la foule, les ouvriers répondent : « Les vrais communistes, c'est nous. »

Le mouvement, de simple revendication au début, passe donc au mouvement de caractère nettement révolutionnaire.

Les forces de répression de l'Etat et l'armée russe elle-même n'étaient pas sûres. Si, à la fin, les tanks et les mitrailleuses eurent raison, c'est que ce mouvement de caractère révolutionnaire n'était pas une Révolution : absence de conscience et d'orientation politique, pas de généralisation, absence de solidarité des travailleurs de l'Ouest n'ayant pas encore fait à fond l'expérience du réformisme. Le mouvement était seulement une étape capitale dans le regroupement du prolétariat contre la bureaucratie ;

6) La lutte ne s'est pas interrompue après le 17 juin. Sans doute a-t-il fallu se taire, surtout après les trois ou quatre semaines de politique de concessions et le retour aux méthodes Ulbricht. Mais la température ouvrière est restée à un niveau élevé : le 17 juin n'est pas oublié, des organisations clandestines existent ; politiquement, on est revenu à la politique « dure » mais les concessions sur le plan économique sont restées, ont été étendues même et les ouvriers ont conscience de l'importance qu'a eue leur action et des difficultés du régime. Pour le prolétariat de l'Allemagne de l'Est, le problème essentiel, plus que celui de l'organisation, étroitement conditionné par le régime, puisque celui de l'idéologie qui ne peut être qu'une Révolution vers le communisme non bureaucratique, le communisme de gestion ouvrière, le Communisme Libertaire, le problème essentiel est celui de la liaison et de la solidarité internationale. Là, les travailleurs des autres pays, et plus précisément l'avant-garde révolutionnaire groupée autour de notre Internationale ont un rôle énorme à jouer. C'est en nous y attachant que nous pourrions éviter demain que d'autres juin 1953 succombent dans l'indifférence.

J. TANFORTI.

Les étapes de l'insurrection

Le matin du 16 juin, après l'annonce d'une nouvelle diminution des salaires réels et d'une augmentation des normes, annonce faite par le vice-président du Conseil des Ministres Rau, les ouvriers des chantiers de bâtiment de la « Stalinallee » refusent de prendre le travail. On désigne deux délégués pour aller au ministère mais un groupe d'une centaine d'ouvriers se forme pour les accompagner. L'animation s'étend à tous les chantiers et finalement tous les travailleurs du bâtiment, un millier d'hommes, se mettent en marche, manifestant contre les mesures gouvernementales. Chemin faisant, les passants se joignent d'enthousiasme au cortège. A l'arrivée à l'Alexanderplatz, deux travailleurs sont arrêtés par les policiers : la foule se rend à la Préfecture de la « Police Populaire » et menace de donner l'assaut. Les policiers populaires relâchent les prisonniers. Le cortège décide d'aller au siège du Gouvernement. Vers midi, la colonne se trouve « Unter den Linden », comptant plusieurs dizaines de milliers de manifestants. Les revendications changent de ton : on proteste contre le Gouvernement et le régime. Les étudiants se mêlent à la foule qui compte bientôt cent mille personnes. La manifestation passe devant l'Ambassade soviétique, réclame le départ des occupants, la liberté, le drapeau soviétique de la Porte de Brandebourg est amené et brûlé. Les images géantes des chefs sont mises en pièces. Vers deux heures, l'énorme cortège arrive en face du siège du Gouvernement. Une table est installée en plein air et l'on invite les ministres à s'expliquer. Ceux-ci se cachent. La foule crie : « Démission, à bas le Gouvernement ! ». On injecte Ulbricht et Pieck. A la fin, Rau, le bureaucrate-type (qui se distinguait en prenant la fuite à 25 kms en arrière de ses hommes pendant la guerre d'Espagne et fut pour cela exclu des Brigades Internationales), se montre, monte sur la table, tente un discours. La table est soulevée, Rau doit fuir. Selbmann qui lui succède est également jeté à terre par des maçons.

Vers la fin de l'après-midi, avec la sortie du travail, la manifestation s'élargit encore. Des voitures à haut-parleur et un car de police annoncent que les augmentations de normes injustifiées sont supprimées. Mais le car est mis en pièces, une des voitures passe aux manifestants. Des dirigeants S.E.D. (Parti Socialiste Unifié, en fait, Parti Communiste) tentent d'apaiser la

foule. Ils sont rossés et fuient. Un cri se propage : « Grève générale. » Les Jeunesses Communistes tentent une contre-manifestation sur la Friedrichstrasse, contre-manifestation qui se change en déroute. La police n'a pas encore contre-attaqué.

Le 17 au matin, les Russes patrouillent en camions, la Volkpolizei ou Police Populaire (en abrégé VOPO) est massée, en gros bataillons, en uniforme russe. Les tanks soviétiques patrouillent. Les manifestations reprennent, les locaux d'un journal, une caserne de police sont incendiés, les bureaux du S.E.D. sont pris d'assaut, on brûle les archives. Débordée, la police ouvre le feu, les tanks russes font cent. Des tanks sont immobilisés par les manifestants qui font sauter les cheminées avec des ferrailles et des poutres. Mais les salves de mitrailleuses font place nette. A 13 heures, l'état de siège est proclamé par le commandement russe. Toutefois, des groupes de dizaines de milliers de manifestants se reforment. De nouveaux tanks arrivent, une division d'infanterie intervient. Les Conseils de guerre russes multiplient les peines de mort, y compris contre des soldats russes qui ont refusé de tirer. Les salves se succèdent. La révolte est brisée.

Dans les autres villes de la zone russe, l'action ouvrière fut encore plus énergique : à Leipzig, à Brandebourg, les locaux du Parti sont attaqués, les VOPOS désarmés. A Léna, Halle, Rossau, les insurgés attaquent les prisons, libèrent les détenus politiques, s'emparent des armes. A Magdebourg — où les travailleurs manifestent leur attachement à la social-démocratie — le Palais de Justice et la Préfecture sont pris, la prison est attaquée mais les tanks russes interviennent. A Mersebourg et Halle se forment des Comités de grève. Partout les blindés russes auront raison des ouvriers, mais la grève dure même après la répression dans certaines usines. Malgré la défaite le mouvement ouvrier a marqué des points : le Gouvernement décide le retour à des normes de production plus faibles, rétablit les salaires au tarif du 1^{er} avril, etc...

Un Gouvernement inaugurant la politique de concession succède à Rau-Ulbricht, mais après un mois, la politique de concession n'a fait que développer l'audace des ouvriers. Peut-être aussi en liaison avec la liquidation du groupe Béria, on revient à une politique ferme, rigide, tout en maintenant des concessions mais sur le seul plan économique.

La fable de la provocation occidentale et de l'aide américaine

Le rapport du journaliste Norbert Muhlen, du Parti du Centre (Catholique libéral), dans la presse américaine (New Reader du 7 septembre) précise que la radio de Francfort s'intéressait davantage au match de football de Berlin-Ouest du 21 juin, alors que des grèves continuaient dans beaucoup de villes de l'Allemagne de l'Est. Le même journaliste signale le quasi-silence des grands journaux, et le fait que la radio du secteur américain (la R.I.A.S.) attendit le soir du 16 juin pour parler de l'émeute alors que dès le midi du jour, la grève et les manifestations étaient déjà en plein essor. Les Russes et le Gouvernement allemand de l'Est garnissaient abondamment la ligne de démarcation avec leurs troupes et leurs blindés, mais les troupes américaines étaient absentes : aucune incursion importante ne pouvait venir de Berlin-Ouest, les insurgés ne purent y

trouver un refuge au moment de la répression.

Les Américains qui avaient appelé pendant des années à la résistance contre les Russes, par leur radio du secteur américain, la R.I.A.S., se désolidarisèrent nettement du mouvement insurrectionnel des masses ouvrières de l'Allemagne de l'Est.

Aurions-nous besoin de preuves d'ailleurs ? L'histoire du mouvement ouvrier nous enseigne que toujours un soulèvement ouvrier réalise contre lui l'unité des bourgeoisies même en état de guerre entre elles : c'était le rôle de la Sainte-Alliance des Etats Européens en 1815, Bismarck en 1871 rendit les prisonniers à Thiers et aidait ainsi à la répression de la Commune, la bourgeoisie française en 1918 laissa à l'Etat allemand une Reichwehr de 100.000 soldats pour écraser la Révolution allemande. La crainte des Américains ne fut pas celle d'un dé-

19 Juin 1953

ETHEL ET JULIUS ROSENBERG ETAIENT ASSASSINÉS

VENDREDI 19 juin 1953, 1 heure du matin, dans la prison de Sing-Sing : deux innocents étaient conduits à la chaise électrique.

Inculpés d'espionnage, de révélation de « secrets atomiques », Julius et Ethel n'avaient jamais avoué et aucune preuve n'avait pu être établie contre eux malgré l'énorme puissance des méthodes d'enquêtes américaines.

Eisenhower le savait : il n'était pas possible que le simple mécanicien Greenglass ait pu donner à Julius Rosenberg une description sérieuse, suffisante, de la bombe atomique. Mais il fallait des victimes, un exemple, et les seules déclarations d'un mouchard suffisent comme « preuves ». Il fallait effrayer les communistes américains, il fallait aussi trouver des victimes sur lesquelles puisse être dévié le mécontentement du peuple américain : Eisenhower n'hésita pas à déclarer que les Rosenberg avaient de lourdes responsabilités dans le déclenchement de la guerre de Corée !

Et l'Américain moyen a marché, il a cru ce que ses dirigeants lui disaient. Reconnaissons que l'affaire était bien montée : on était, comme par hasard, tombé sur des Juifs — les Rosenberg étaient Juifs — afin de pouvoir compter sur l'appoint de l'antisémitisme, du

racisme, savamment entretenu par la bourgeoisie américaine. Malgré les protestations des travailleurs du monde entier, et d'une courageuse minorité aux U.S.A., malgré les manifestations, les débrayages, les appels lancés de partout, Eisenhower l'assassin souriant ordonna : « Tuez ! »

Depuis, la barbarie de la bourgeoisie américaine s'est donné libre cours : le courageux avocat des Rosenberg, les malheureux enfants des suppliciés ont été à leur tour persécutés, poursuivis de la haine hystérique du fascisme américain montant.

Ces derniers temps, il aura fallu même que nos fascistes à nous, ceux du « Rassemblement national », réunis à Wagram, acclament le nom du « citoyen Mac Carthy » pour son bon travail aux U.S.A. ! Le fascisme monte, de nouveau, partout, annonçant la décadence du régime qui cherche un ultime moyen de se sauver. Nous devons redoubler nos coups.

Que le souvenir de l'exécution des Rosenberg accompagne le souvenir toujours vivant en nous du martyre de nos deux camarades Sacco et Vanzetti.

Nous nous sommes juré de les venger, nous le ferons en détruisant le régime qui engendre une telle barbarie.

J. TANFORTI.

LES LUTTES OUVRIÈRES

La police contrôle l'embauche au Maroc

Nous présentons ci-dessous trois documents qui nous parviennent du Maroc. Ces documents condamnent à eux seuls le régime colonialiste. Il est certain que les régimes fascistes n'agissent pas autrement vis-à-vis de la classe ouvrière. La police et le contrôleur civil ont tous les droits au Maroc, même le droit de donner ou de refuser du travail.

Le fascisme règne au Maroc. Les bombes témoignent de la résistance de tout un peuple.

DOCUMENT N° 1

BERKANE, le 23 avril 1954.

NOTE A TOUS LES CHANTIERS

Veillez trouver ci-inclus :
1° Copie d'une lettre de M. le Contrôleur Civil Chef du Cercle des Beni-Snassen ;
2° Modèle de demande d'autorisation d'embauche.
Il est absolument indispensable de se conformer à ces prescriptions ; aucune embauche ne sera valable sans l'autorisation de M. le Contrôleur Civil Chef du Cercle des Beni-Snassen.
Les agents qui ne se conformeraient pas à ses règlements seront licenciés sur-le-champ.
En résumé, toutes les demandes d'embauche doivent être transmises au bureau central qui les centralisera et les fera parvenir au Contrôleur Civil.

Signature illisible.

DOCUMENT N° 2

CERCLE DES BENI-SNASSEN

BERKANE

N° 2714/BC
P. J. : 1

BERKANE, le 21 avril 1954.

Le Contrôleur Civil, Chef du Cercle des Beni-Snassen
à M. le Directeur de l'Entreprise XXX, BERKANE.

Monsieur le Directeur,

Conformément aux dispositions prises le 5 février 1954 pour l'admission des demandes d'embauche, je vous demande de bien vouloir dorénavant n'accepter d'embaucher que les ouvriers porteurs d'une autorisation du modèle ci-joint.
Vous voudrez bien, périodiquement, me faire retour de ces autorisations complétées par le cachet de votre entreprise.
Veillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations distinguées.

DOCUMENT N° 3

DEMANDE D'AUTORISATION D'EMBAUCHE

Cachet de l'entreprise acceptant l'embauche

Le nommé fraction
Tribu Profession
Demande à être embauché sur les chantiers de la Moulouya.
Avis des autorités du lieu d'origine
(Antécédents au point de vue pénal et politique.)
..... le 195 ..
Le Contrôleur Civil,

Révolte des Commerçants

(Suite de la première page)

pétrés d'une prison lui seront vite réservés.
Pas de commandos fiscaux, pas de contrôle de notre comptabilité, réclamation avec violence les commerçants. Ils refusent à leur Etat de mettre le nez dans leurs affaires personnelles. Tout ne doit pas être clair. Il y a des aveux qui ne doivent pas être faits. Pour les brevets d'honnêteté on demande au distributeur de voir du côté des exploités.
Mais l'affaire on la fait mousser, la propagande s'y mêle, l'exploitation des morts aussi — cela nous rappelle les batailles électorales. — Un commerçant s'est suicidé, accablé et démolé sous la menace des impôts.
C'est un prétexte choisi à bon escient parmi les nombreux prétextes du suicide.
Déjà dans vos manifestations, vous amenez la population pour qu'elle soit avec vous contre le fisc. Eh bien nous ne marchons pas ! Car être contre le fisc c'est aussi être contre vous.
Nous n'oublions pas que vous êtes les zélés serviteurs de l'Etat et que l'impôt sur les salaires de vos employés, appelé impôt sur le revenu ou surtaxe progressive, est payé par ceux-ci au vu de vos déclarations que vous faites périodiquement au percepteur avec noms et adresse des intéressés.
Votre sala travail de mouchardage, nous avons de bonnes raisons de ne pas l'oublier et vous ne vous êtes jamais inquiétés quand ces mêmes agents du fisc venaient saisir en présence d'un huissier, les meubles d'un prolétaire qui n'avait pu régler l'impôt de sa sueur.
Nous n'oublions pas non plus que la fraude fiscale atteint plus de 1.000 milliards par an. 1.000 milliards que vous refusez de payer à votre Etat mais que vous avez volé aux consommateurs.
Vous voudriez nous faire croire que la ruine vous menace. Allons donc ! Le commerçant qui établit un prix de revient d'une marchandise quelconque inclut dans celui-ci tous les éléments des frais généraux (impôts, assurances, salaires, etc.) et la part de bénéfice net. Alors, cessez de jouer votre fausse comédie. Vos impôts sont payés par le consommateur-ouvrier qui lui, n'a aucun recours, se trouvant au bas de l'échelle sociale.
La lutte contre le fisc, c'est la lutte contre le régime dont vous êtes corps et âme. C'est la lutte contre l'exploitation. C'est agir pour la suppression

ABONNEZ-VOUS AU « LIBERTAIRE »

Dans l'Isère

LE BAISEMAIN DE LA DAME

dont le mari signe les exécutions capitales

Extrait du journal « Le Travailleur Alpin » organe du Parti Communiste de l'Isère en date du 24 avril : sous la rubrique « Vizille ».
« Jeudi 22 avril, notre camarade Fourrier, maire (communiste) a été reçu avec deux de ses adjoints, Adrien Fiat et Aimé Mollard, par le Président de la République. Au cours de

l'entretien qui dura une heure il fut soumis au Président les problèmes municipaux suivants :
1° Cession d'une portion de terrain de 9 m2 (1), etc., etc.
...Notre camarade Fourrier souligna le caractère symbolique de la venue du Président au début de son septen-

“JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE”

A PARU
SOMMAIRE DU N° 2

1. Editorial.
 2. Retrait du contingent des colonies.
 3. Les dirigeants du P.C.F. et les jeunes.
 4. Un militant de l'U.J.R.F. écrit à JEUNE REVOLUTIONNAIRE
 5. Réponse à MITTERRAND.
 6. Les difficultés du jeune instituteur.
 8. A l'E.N. de Versailles et à l'Université de TOURS.
 9. Corruption à l'E.D.F.
 10. Grandeur d'âme.
- Demandez « J. R. » à notre permanence, 145, quai de Valmy, Paris (10°)
C.C.P. : R. Joulin Paris 5561-76.
Abonnements : 6 mois : 100 fr. 1 an : 200 fr.
Abonnements de soutien : 6 mois : 250 fr. 1 an : 500 fr.

COMMUNIQUE

Le camarade R. Regtvoe, de Lille, est prié de nous transmettre son adresse pour que nous puissions lui envoyer J. R.

Dans les usines, chantiers et mines

Delahaye fusionne avec Hotchkiss

Delahaye vient de fusionner avec Hotchkiss (Saint-Denis et Paris). Ainsi Delahaye, qui est déjà « protégé » par le trust sidérurgique Mariner-Homécourt (7 usines en France - Président : Théodore Laurent, de l'ex-Comité des Forges) se fond avec Hotchkiss ; l'une et l'autre firmes sont bien connues comme fournisseurs de guerre, en particulier pour l'Indochine.

Voilà qu'on parle chez Delahaye d'une nouvelle augmentation des cadences en vue « de diminuer le prix de revient ». Il s'agit d'une standardisation des fabrications avec Hotchkiss, en particulier pour engins militaires. L'inquiétude est considérable, d'autant plus que des déplacements de personnel sont prévus. Or, les travailleurs constatent le silence de la presse dite ouvrière, presse communiste comprise, sur cette fusion des deux colosses. Parbleu ! M. Coirre, député de Paris, 1^{er} secteur (rive gauche), qui est un des cinq membres du Conseil d'Administration de Delahaye, est un R.P.F. se disant opposé à la C.E.D. !

Mais, dans la boîte, on ne l'entend pas ainsi. Le mouvement syndical (et antipoliticien) se relance ! On les aura. Vive le « Lib » !

(Correspondant.)

Chez Panhard, ça bouge !

Le 28 mai s'est tenue l'assemblée générale des actionnaires. Le bilan au 31 décembre 1953 dépasse 13 milliards 196 millions, contre 9 milliards 346 millions en 1952 ; l'accroissement est donc de 3 milliards 850 millions. Le rapport du Conseil d'Administration « se félicite de l'année 1953 qui a vu le lancement de la nouvelle Dyna dont le succès a dépassé toutes les prévisions ».

Il soulignait « La Société a eu la satisfaction de voir proclamer par le secrétaire d'Etat à la guerre (De Chevigné) les qualités de ses engins blindés de reconnaissance ; leur fabrication se poursuit à un rythme accéléré ».

Aucun délégué ouvrier au comité d'entreprise n'a informé les travailleurs du beau bilan... pour les exploités. Malgré cela, ils en ont eu connaissance. C'est pourquoi le 3 juin l'atelier 85 a donné le signal de la résistance à l'augmentation des cadences. Car pour les vampires du Conseil d'Administration, l'argent appelle l'argent. Les gars du 85 ont déjà obtenu de Panhard qu'il accepte de verser 5.000 francs de prime de vacances. Ils les réclament avant les congés, car Panhard promet de verser la prime... après les congés !

L'action continue. Mais les prolétaires demandent pour quels motifs

le silence a été fait sur les bénéfices que procurent à Panhard ses autos-blindées (armées d'un canon) qui sont des engins de guerre civile et de guerre coloniale. Or, aucun journal de la C.G.T., ni du P.C., n'en n'ont dit un mot !

A la suite d'un débrayage à la chaîne 86, on a vu arriver des délégués de l'U.J.R.F. (filiale du Parti communiste). Ils ont prétendu être les seuls défenseurs des jeunes ouvriers. Quel toupet ! Les jeunes ouvriers, comme tous les autres, sont défendus par leur syndicat qui est fait pour cela. Ils ne peuvent l'être par cette organisation dont les dirigeants sont des « techniciens » comme les Baillet (conseiller municipal) et Laurent ! Naturellement, les « jeunes républicains » (la République de Coty-Daladier en ont été pour leur santé.

Panhard bouge et bougera encore plus.

Pas d'augmentation de cadences ; 5.000 fr. de prime de vacances immédiatement. Devant les bénéfices monstrueux de ce fournisseur de guerre, augmentation des salaires.

Et pour cela action syndicale, action de tous !

(Correspondant.)

DANS L'HOTELLERIE

Trafics et exploitation sordide

Décidément que ce soit dans n'importe quelle branche de travail, l'ouvrier est toujours trompé ! C'est révoltant de voir comment les gros profitent du petit, toutes les façons leur sont bonnes. Il n'y a pas assez des ateliers, des usines où l'ouvrier est « taillable et corvéable à merci », il y a aussi les propositions de travail louches. Comme par exemple, ce « brave » hôtelier qui fait travailler des jeunes filles (vendre des saucisses et des frites dans les bals). Evidemment il préfère prendre du personnel occupant déjà un emploi (il affectionne particulièrement les jeunes employées des P.T.T.). Il a offert une place de remplacement (4 jours dans son hôtel à une jeune fille. Commencer le matin à 5 h. 1/2, faire le café, le servir aux clients, faire le ménage de l'hôtel (entièrement ? les renseignements ne sont pas plus précis !), préparer les couverts pour le repas de midi, faire la vaisselle, puis enfin ! manger. Mais manger quoi ? Eh bien ! aller s'acheter « quelque chose par là... » Dans un restaurant on n'a jamais vu ça.

Enfin, il propose de payer ce... « quelque chose ! ». Et puis vers les 14 h. (qu'il dit) vous êtes libre. Mais la grosse question est là : la jeune fille demeure en banlieue, comment être là, le matin à 5 h. 1/2. Qu'à cela ne tienne, le salaud trouve la solution : « Dès votre service terminé à 14 h., vous ferez tous les hôtels que vous rencontrerez pour trouver une chambre, et si vous n'êtes pas capable de

trouver une chambre, vous n'êtes pas capable de travailler ici. Il offre de payer la chambre également. Il ne peut pas admettre que devant de telles propositions, la jeune fille qui n'est pas majeure, hôte, il lui demande tout gentiment si c'est pour sa vertu qu'elle a peur de déconcher quelques nuits ! Quelle délicatesse ! Enfin il donne le montant du salaire : pour 8 h. de boulot... 700 fr. ! Il occupe une autre employée de 6 h. du soir à 2 h. du matin. A celle-ci il a été capable de lui trouver une paille... elle couche dans une espèce de salle de bains à 400 fr. la nuit. Combien la paye-t-il ? Probablement 700 fr. par jour ! A ces tarifs-là, il peut avoir un hôtel le Monsieur ! Mais qu'attendent toutes ces jeunes exploitées pour se révolter contre ces profiteurs ? Ah ! on sait bien les endormir les jeunes filles avec tous ces romans à l'eau de rose, les « histoires vraies », et la suite...

Et puis le cinéma se charge également de pourrir les esprits. Les affreux films américains en particulier (beaucoup de couleurs, du clinquant, du faux, de la pourriture). Pendant que l'on se pâme dans le fauteuil de tant de telle conneries, de tels mensonges, un gros trust de Hollywood s'en met plein les poches. Bon sang ! réagissez, ouvrez les yeux, réfléchissez et vous verrez qu'on se fiche de nous ! Alors, unissez-vous, car ce n'est que par l'action que nous écraserons, anéantirons ces parasites de l'humanité !

MONIQUE (Correspondante).

Prochain numéro du libertaire le 8 JUILLET 1954

Au service du “LIBERTAIRE”

Ami lecteur, sais-tu que tu peux faire beaucoup pour « Le Libertaire » ? Toi, dont la vie est toute action, tu peux facilement aider ton journal et permettre une diffusion plus ample de celui-ci.
Que faut-il pour cela ? Peu de chose !
Ecris régulièrement à ton journal. Ecris-lui, renseigne-le sur les faits journaliers qui se passent dans les usines, dans les ateliers, dans les bureaux, sur l'action des différents syndicats d'entreprise. Tu es seul sur le lieu de ton travail ! Ce n'est pas certain !
As-tu pensé que quelques lignes transmises par toi et insérées dans « Le Lib » pouvaient dévier ce noyau de nouveaux lecteurs, de nouveaux sympathisants, de futurs militants ?
As-tu pensé que si chaque lecteur de « Le Lib » faisait le même geste, quelle pénétration nous pourrions atteindre au sein de la masse exploitée comme toi et nous ?
Tu hésites à nous écrire ! Que vont penser les camarades de la rédaction de ta prose ? Ils vont se moquer de toi ? Non ! ne le crois pas ! Nous sommes pareils à toi. Chaque matin, l'usine, l'atelier, le bureau nous appelle. Comme toi nous vendons nos bras, notre savoir à nos exploités.
Nous te demandons de vaincre tes hésitations comme nous avons vaincu les nôtres au début.
Ainsi, ami lecteur, en gagnant cette grande bataille sur toi, nous serons heureux de te lire, d'insérer ton papier dans « Le Lib » qui profitera à d'autres camarades.

DESORMAIS TU DEVIENS CORRESPONDANT DU « LIB »
P.S. — Adressez toute la correspondance à : Rédaction du Libertaire, 145, quai de Valmy, Paris (10°), en indiquant à l'intérieur de votre envoi votre adresse complète et l'utilisation d'un pseudonyme si vous le désirez.
LA REDACTION DU « LIBERTAIRE ».

Les Algériens de Mâcon

(Suite de la première page)
ment nous discutons, nous comptons nos chances de réussite. Nous savons que l'ennemi est là, implacable, et qu'il faudra le prendre à la gorge pour qu'il donne un sou de plus, pour qu'il consente à améliorer le logement.

Mâcon, 15 heures : Nous partons vers les « baraques ».
C'est là que logent nos camarades algériens.

Un spectacle épouvantable nous attend.

Il s'agit bien de baraques, en effet. Elles ont été placées en contrebas d'un immense dépôt d'ordures. Tout à fait à l'extérieur de la ville. Elles rappellent celles qui abritaient les déportés. Deux bâtiments longs et étroits sont séparés par une cour encombrée par des vieux fûts qui croulent rongés par la rouille.

Le concierger n'aime pas que des Européens s'introduisent ici. Il est interdit de prendre des photographies.

C'est dimanche et ils sont tous là songeant à leur pays qu'ils ont dû quitter pour laisser la place à l'occupant. Certains se sont mis en costume national. Ils sont assis sur leurs lits : ils rêvent.

Dès notre entrée, nous sommes assaillis. On veut tout nous montrer. Une immense protestation s'élève.

Les carreaux cassés ne sont pas remplacés, malgré de nombreuses demandes.

Les draps viennent d'être changés, mais les anciens avaient parfois six mois d'âge.

Les couloirs ne sont pas éclairés : A quoi bon ! Ils sont très encombrés...

Les cabinets sont bouchés. Il y a deux petits lavabos (bouchés eux aussi) pour 160 hommes.

On nous montre les feuilles de paie. Elles dépassent rarement 10.000 fr. par mois. Vous entendez bien, 10.000 francs, car les heures où le temps rend le travail impossible sont décomptées et celles qui

Aux mines de la Têt

On réembauche au choix !

Ce que nous avions prévu se réalise ; les mines fermées, réembauchent pour l'entretien. Seulement, tous les ouvriers passent d'abord une visite médicale. Ils ne sont réembauchés qu'après sa décision. On comprend pourquoi : un ouvrier qui compte 13 ans de mine se voit refuser pour raison de santé ; comme dans 2 ans, il avait droit à une petite retraite, le voilà sans rien. C'est le truc classique. Naturellement, de bons militants syndicaux sont balancés.

Les mineurs constatent aujourd'hui le bluff des réunions dites « de défense des mines » qui n'ont servi que de tribune de propagande au député socialiste Conte et au député communiste Tourné. La direction des mines était présente à ces réunions. C'était « la grande unité ». Elle n'est pas allée plus loin que la porte-monnaie ; les mêmes directeurs qui applaudissaient quand Tourné réclamait l'aide financière du gouvernement (c'est-à-dire des contribuables) dressent les listes noires des mineurs à ne pas réembaucher sous prétexte de maladie ou autres. Les responsables syndicaux C.G.T. et F.O. Nationaux et Départementaux acceptent tous cela ! Aussi, l'idée de formation d'un comité d'action syndicale sans politiciens professionnels se développe avec, comme seul but : défense des intérêts des ouvriers par les ouvriers eux-mêmes. Puisque cela existait avec succès il y a 50 ans, pourquoi cela ne pourrait-il pas se recréer ?
Du travail ! Et en attendant l'indemnité de chômage de 75 pour cent du salaire ? Pas de visite de réembauchage ! Et tous solidaires !

Trescases (Correspondant).

Le « LIBERTAIRE P.T.T. »

La Commission Ouvrière de la F.C.L. a entrepris la publication d'un journal, « Le Libertaire P.T.T. », s'adressant aux travailleurs syndiqués et inorganisés des P.T.T.

Dans ce n° vous trouverez des articles des camarades de l'Inter, des bureaux-gare, des guichets, des bureaux mixtes.

Si vous pensez pouvoir le diffuser autour de vous, adressez immédiatement vos commandes à notre permanence, 145, quai de Valmy (vous réglez après la vente).

Abonnements : 1 an, 200 fr. ; 6 mois, 100 fr.

Abonnements de soutien : 1 an, 500 fr. ; 6 mois, 250 fr.

Pour diffuser la presse ouvrière EN AVANT !

« LIB. P.T.T. »

COMMUNIQUE

Camarades du groupe Durruti demandent nouvelles et adresse du camarade J. Filhos et lui adressent amitiés.